

ad. 90575

PROJET DE TRAITE

Entre

LOS ETATS-UNIS D'AMERIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA
FRANCE, L'ITALIE et LE JAPON.

Désignées comme les principales Puissances alliées et associées

D'une part ;

Et LA POLOGNE,

D'autre part ;

En vue de la mise a exécution des stipulations de l'article
93 du Traité de Paix avec l'Allemagne :

Les Puissances alliées et associées ayant, par la conclusion
victorieuse de la guerre, restauré l'indépendance de la Nation
polonaise dont cette dernière avait été injustement privée :

Tenant compte, d'autre part, de la proclamation du 29 Mars
1917, par laquelle le Gouvernement provisoire de la Russie a dé-
claré le rétablissement de l'indépendance polonaise :

Etant donné que l'Etat polonais, qui exerce en fait sa souve-
raineté sur celle des parties de l'Ancien Empire russe habitée
en majorité par des Polonais, a déjà été reconnu par les Hautes
Puissances Contractantes comme un Etat souverain et indépendant :

Etant donné aussi qu'il a été déterminé par le Traité de Paix
en date de ce jour signé entre les Puissances alliées et associées
et l'Allemagne (Traité auquel la Pologne est signataire) que cer-
tains territoires de l'Ancien Empire d'Allemagne seront incorporés
dans le territoire de la Pologne :

Etant donné enfin que le même Traité de Paix a décidé que les frontières de la Pologne non encore déterminées dans ledit Traité seraient déterminées ultérieurement par les principales Puissances alliées et associées .

Les Etats-Unis, la France, l'Empire Britannique, l'Italie et le Japon confirment par les présentes leur reconnaissance de l'Etat polonais, dans les limites indiquées ci-dessus , comme un Membre souverain et indépendant de la famille des Nations, et sont convenues avec la Pologne des articles suivants :

Article 1.

La Pologne, dans le désir de conformer ses institutions aux principes de liberté et de justice et non moins que de donner à tous les habitants des territoires sur lesquels elle a assumé la souveraineté, une sûre garantie, est convenue de sa propre et libre volonté, vis-à-vis des autres Parties au présent Traité, des articles suivants auxquels elle reconnaît le caractère d'obligations internationales tombant sous la juridiction de la Société des Nations.

Article 2.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 90 du Traité de Paix avec l'Allemagne, la Pologne reconnaît la nationalité polonaise de plein droit et sans aucune procédure spéciale :

1) A toutes personnes qui résidaient habituellement, à la date du 1er Août 1914, dans les limites de la Pologne telles qu'elles sont actuellement reconnues ou qu'elles le seront plus tard, et qui étaient à cette date ressortissants de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, ou la Russie ;

2) A toutes personnes qui seraient nées à l'intérieur desdites limites, à l'exception de celles qui avaient obtenu la naturalisation dans un pays étranger autre que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie.

Article 3.

Dans un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité, les personnes visées à l'article précédent auront le droit d'opter pour la nationalité de tout autre Etat dont la législation le permettra.

L'option d'un mari entraînera celle de sa femme et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Toutes les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus devront avant l'expiration d'une période de trois ans, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, transférer leur résidence dans l'Etat pour la nationalité duquel elles auront opté.

Article 4.

~~Les personnes ayant opté comme il est dit à l'article 2 auront le droit de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire polonais; elles pourront emporter avec elles leurs biens meubles de toute nature. Aucun droit de sortie, ni aucune charge quelconque ne pourront leur être imposés du fait de l'enlèvement desdits biens.~~

Article 5.

Les personnes nées à l'avenir dans les limites de la Pologne, telles qu'elles sont actuellement reconnues ou qu'elles le seront plus tard, et qui ne sont pas nées avec la nationalité d'un autre Etat, acquerront "ipso facto" la nationalité polonaise.

Article 6.

Le Gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de langage, de race de nationalité ou de religion.

Tous les habitants de la Pologne auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, croyance ou religion dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et la morale publique.

Article 7.

Tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage et de religion.

Aucune distinction de foi, croyance ou religion ne devra être opposée à aucun citoyen de la Pologne pour tout ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, les fonctions, les honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout national de la Pologne d'une langue quelconque soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'établissement par le Gouvernement polonais d'une langue officielle, des facilités raisonnables seront données aux nationaux polonais de langue autre que le polonais pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux.

Article 8.

Les ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques religieuses ou linguistiques auront droit à un traitement égal et aux mêmes garanties en droit et de fait qui seront reconnues aux autres ressortissants polonais. Ils auront notamment le même droit de créer et d'organiser à leurs frais des établissements charitables, religieux ou sociaux, des écoles et autres établissements d'éducation avec le libre emploi dans ces institutions de leur propre langue et religion.

Article 9.

Le Gouvernement polonais accordera aux établissements publics d'éducation des villes et districts où résident une proportion considérable de nationaux polonais de langue autre que la langue polonaise des facilités raisonnables pour assurer que l'instruction soit donnée dans leur propre langue aux enfants desdits ressortissants polonais.

Dans lesdites villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités de race, de langue ou de religion, lesdites minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient provenir des fonds publics soit des départements ministériels soit des budgets municipaux ou autres dans des buts d'éducation, religieux ou charitables.

Article 10.

Un ou plusieurs Comités scolaires désignés par les communautés juives de la Pologne assureront, sous le contrôle général de l'Etat la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignée aux écoles juives ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles.

Article 11.

Les dispositions ci-dessus relatives à l'enseignement public ou privé dans les langues autres que le polonais n'empêchent pas le Gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement du polonais.

Article 12.

Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour du Sabbat.

La Pologne déclare par la présente son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

Article 13.

La Pologne reconnaît que les obligations ci-dessus seront incorporées dans les lois fondamentales de l'Etat comme une déclaration de droits contre laquelle aucune loi ni règlement, ni aucune action officielle ne pourra entrer en conflit ni intervenir, et contre laquelle aucune loi ni règlement ni aucune action officielle n'aura validité.

Article 14.

Les dispositions des chapitres précédents concernant la protection des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses, convenues entre les Hautes Parties Contractantes, seront sous la protection de la Société des Nations et le consentement du Conseil de la Ligue des Nations sera requis pour toutes modifications à ces dispositions.

Tłumaczenie z francuskiego.

PROJEKT TRAKTATU

POMIĘDZY STANAMI ZJEDNOCZONYMI AMERYKI, KRÓLESTWEM BRYTANJI,
FRANCJĄ, WŁOCHAMI I JAPONJĄ, jako wielkimi mocarstwami sprzymierzonymi
z jednej strony , i POLSKĄ.

W obec wykonania artykułu 93 Traktatu Pokojowego z Niemcami
mocarstwa Sprzymierzone po zwycięskim zakończeniu wojny, wznowiwszy niezależ-
ność Narodu Polskiego, której był bezprawnie pozbawiony. Mając z drugiej
strony na względzie proklamację z 29 marca 1917, którą Tymczasowy Rząd Re-
syjski zadeklarował niepodległość Polski i fakt, że Państwo Polskie na tere-
nie dawnego Cesarstwa Niemieckiego, zamieszkałego po większej części
przez Polaków, zostało już uznane przez Wielkie Mocarstwa jako Państwo nie-
zależne i suwerenne; oraz, że zostało postanowione przez Traktat Pokojowy,
podpisany przez Mocarstwa Sprzymierzone i Niemcy (Traktat, który podpisuje
również Polska), że niektóre terytoria dawnego Cesarstwa Niemieckiego zes-
tanać wielone do terytorjum Polski, wreszcie, że powyższy traktat Pokoju
zdecydował, że granice Polski jeszcze nie ustalone w traktacie zostaną usta-
lane w przyszłości przez Państwa Sprzymierzone.,

Stany Zjednoczone, Francja, Królestwo Brytanji, Włochy i Ja-
ponja potwierdzają niniejszym przyznanie Państwu Polskiego, w granicach
wyżej określonych , jako niezależnego członka Ligi Narodów i doszły do po-
rozumienia następującego:

Artykuł I.

Polska, w celu dostosowania swych urządzeń wewnętrznych (insti-
tutions) do zasad wolności i prawa i chcąc zapewnić wszystkim mieszkańcom te-
rytorjów, które będą podlegały jej suwerenności, gwarantowaną opieką uznała
dobrowolnie za stosowne zawarcie ze stroną przeciwną niniejszego traktatu
który uznaje jako międzynarodowe obowiązujący , podlegający jurysdykcji Ligi
Narodów.

Artykuł II.

za wyjątkiem rozporządzeń, zawartych w artykule 90 trak-
tatu pokojowego z Niemcami , Polska przyznaje narodowość polską w całej pełni
praw i bez specjalnych formalności:

1) Wszystkim osobom, które mieszkały stale w dniu 1 sierpnia 1919

w granicach Polski, określonych obecnie i mogących być określonymi w przyszłości i będących w zależności od Niemiec, Austro-Węgier i Rosji.

2) wszystkim osobom, które się urodziły w granicach wyżej określonego terytorjum, za wyjątkiem tych, którzy otrzymali naturalizację w państwie obcym i nie w Niemczech, Austro-Węgrzech i Rosji.

Artykuł III.

W przeciągu 2 lat od czasu rozpoczęcia działania niniejszego traktatu osoby wymienione w Art. II. będą miały prawo do poczynienia starań w celu przyjęcia poddaństwa każdego innego państwa, które-to przyjęcie poddaństwa zostanie przez prawo dozwolone.

Zmiana poddaństwa przez męża pociąga za sobą zmianę poddaństwa żony, zaś poddaństwa rodziców - zmianę poddaństwa dzieci w wieku do 18 lat.

Wszystkie osoby, które zechcą zmienić poddaństwo, stosownie do wyżej wymienionego przysługującego im prawa, będą musiały ~~xxxx~~ przed upływem 3 lat od czasu wejścia w siłę niniejszego traktatu, zmienić miejsce stałego pobytu do państwa, którego poddaństwo przyjęły.

Artykuł IV.

Osoby, które zmieniły poddaństwo (wedł. Art. II) mają prawo zachowania nieruchomości, znajdujących się na terytorjum polskim; przysługuje im prawo zabrania wszelkiego rodzaju ruchomości. Żadne opłaty, ani trudności nie będą im czynione z powodu zabrania wyżej wskazanych ruchomości.

Artykuł V.

Osoby, które się urodzą na terytorjum Polski, określonym teraz i w przyszłości, i nie będą miały innego poddaństwa, stają się "ipso facto" poddanymi polskimi.

Artykuł VI.

Rząd Polski zapewnia wszystkim mieszkańcom całkowitą i pełną opiekę nad życiem i zabezpieczenie wolności bez różnicy pochodzenia, języka rasy i narodowości lub wyznania.

Wszyscy mieszkańcy Polski mają prawo wolnego odprawiania obrzędów kultu publicznie lub prywatnie bez różnicy wiary i religji, o ile nie będzie to sprzecznym z porządkiem publicznym i moralnością.

Artykuł VII.

Wszyscy uzależnieni od Polski (ressortissants) są równi przed prawem i korzystają z jednakowych praw cywilnych i politycznych bez różnicy

rasy, języka i wyznania.

Żadne różnice wyznania, wiary i religji nie będą miały znaczenia dla obywateli Polski w sprawach dotyczących korzystania z praw cywilnych i politycznych, w szczególności przy dopuszczaniu do wykonywania profesji urzędów i t.d.

Nie będąc czynione żadne przeszkody wolnego używania przez poddanych polskich jakiegokolwiek języka, w życiu prywatnem lub w handlu, przy obrzędach religijnych, w prasie przy publikacjach i na zebraniach publicznych.

Ponimo ustanowienia przez rząd polski języka państwowego, duże ułatwienia będą poczynione w celu umożliwienia poddanym, używającym innego języka niż polski, prawa używania ich języka ustnie lub piśmiennie w sądach.

Artykuł VIII.

Wszyscy mieszkańcy Polski, należący do mniejszości wyznaniowych lub językowych są traktowani jednakowo i korzystają z jednakowych praw, które będą przyznane innym mieszkańcom polski, nie polskim poddanym. Będą mianowicie mieli prawo ~~zakupowania~~ zakładania własnym kosztem zakładów dobroczynnych, religijnych i społecznych, szkół i innych zakładów naukowych z prawem korzystania w tych instytucjach z ich języka ojczystego i odprawiania obrządków religijnych.

Artykuł IX.

Rząd Polski przyzna rządowym zakładom naukowym w miastach i powiatach, zamieszkałych przez większą ilość poddanych polskich, używających innego języka, prawo nauczania dzieci tych poddanych w ich ojczystym języku.

We wskazanych miastach i powiatach, gdzie zamieszkuje ludność, tworząca mniejszości językowe lub wyznaniowe, części sum asygnowanych przez rząd z funduszy publicznych lub budżetu municypalnego i departamentów ministerjalnych dla celów oświatowych, religijnych i dobroczynnych, zostaną w odpowiedniej części przyznane mniejszościom ~~narodowym~~, zamieszkującym w danym okręgu.

Artykuł X.

Jeden lub kilka komitetów szkolnych, wybranych przez gminy żydowskie w Polsce, czuwać będzie oprócz kontroli państwowej nad podziałem proporcjonalnym funduszy przeznaczonych dla szkół żydowskich, nad ich organizacją i prowadzeniem.

Artykuł XI.

Wyżej wskazane uwagi i przepisy, dotyczące nauczania w językach obcych, nie pozbawiają Rząd Polski prawa obowiązkowego wykładu języka polskiego

Artykuł XII.

Zydzi nie będą ~~skazani na karę~~ pociągani do odpowiedzialności, jeżeli odmówią przybycia do sądu lub wykonania aktów prawnych w dzień sebotni, będzie przysługiwało im prawo niewykonywania aktów, które są pogwałceniem święta sabatu.

Polska niniejszym deklaruje, że w miarę możności nie będą ogłaszane i zarządzane wybory lokalne lub ogólne w seboty.; żadne rejestr. wyborcze ani jakikolwiek inne nie będą dokonywane w seboty.

Artykuł XIII.

Polska uznaje, że zobowiązania wyżejwymienione zostaną wcielone do praw zasadniczych Państwa Polskiego, jako deklaracja praw, przeciwko której ani prawo, ani regulamin ani jakikolwiek akt oficjalny nie będzie mógł być zastosowany i nie będzie, w razie sprzeczności z takim miał znaczenia.

Artykuł XIV.

Dyspozycje zawarte w poprzednich artykułach, dotyczących mniejszości narodowych, wyznaniowych i językowych, co do których doszło do porozumienia pomiędzy stronami, będą się znajdowały pod opieką Ligi Narodów i zgoda Rady Ligi Narodów potrzebna będzie dla uzyskania wszelkich zmian w powyższych dyspozycjach.